

<http://lipietz.net/Reflexions-sur-l-unite-des-listes-progressistes-europeennes>

Réflexions sur l'« unité des listes progressistes européennes »

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : lundi 22 avril 2019

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le débat des listes progressistes devant le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement a permis d'éclairer pourquoi il semble qu'elles pourraient faire liste commune... mais ne peuvent ni ne doivent le faire.

Lors de la confrontation des listes européennes organisée par le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement, le 17 avril, trois orateurs sur cinq étaient ou avaient été membres de EELV. Damien Carême (photo) était le seul « fidèle », aux côtés de P. Larroutou rou actuellement pour le PS et Pascal Canfin désormais pour LREM, tandis que Marina Mesure représentait la France Insoumise et Emmanuelle Justum-Foundethakis la liste Génération.s. La droite (Bellamy) avait décliné l'invitation.



Il était clair dès le début du débat que les ex-EELV diraient tous la même chose, et la même chose que le CCFD. Et en plus Pascal Canfin multiplia les hommages au travail d'Eva Joly et au mien. Quant aux deux autres, elles ne disaient pas de choses bien différentes, en particulier la représentante de LFI, Marina Mesure (conseillère de la Confédération européenne des syndicats).

Ça n'a rien d'étonnant. La position des ONG « altermondialistes », de la Confédération européenne des syndicats et des Verts s'est co-construite depuis des décennies au fil des Forum Sociaux Mondiaux et autres dialogues internationaux. Quand j'étais rapporteur pour le Parlement Européen sur la directive « Responsabilité civile des entreprises en matière environnementale », le lobbyiste du collectif des ONG que j'avais en face de moi n'était autre que Yannick Jadot, futur secrétaire général de Greenpeace France, et aujourd'hui tête de liste EELV.

Le public du CCFD n'a pas manqué d'objecter : "Mais puisque vous dites la même chose, pourquoi n'avoir pas fait liste commune ?" Réponse de Larroutou rou : « Mais bien sûr ! Je suis même prêt à reculer sur ma liste pour faire de la place ! » Tonnerre d'applaudissements. C'est pourtant illogique : si la fusion, comme feint de le penser Larroutou rou, ne fait fuir personne (ce qui est à démontrer : beaucoup d'électeurs sont prêts à voter Vert, mais pas socialiste), alors, du fait de la proportionnelle, toutes celles et ceux qui seraient élus sur des listes séparées restent a fortiori éligibles dans une liste fusionnée...

C'est Emmanuelle Justum qui remet les choses au point : évidemment chaque liste a envoyé « celui qui passerait le mieux » devant un public CCFD , mais il faut voir aussi « les autres » de leurs listes, celles et ceux que leur caution fera élire !!

Dans le cas de P. Canfin (qui se retire au bout de quelques dizaines de minutes), pas de problème, tous les autres candidats lui tombent dessus à bras raccourci au grand plaisir du public : égaré chez Macron , il ne peut que susciter la colère des organisations de solidarité, tiers-mondistes et écologistes, car il ne sert qu'à faire élire des gens qui n'ont rien à voir avec ses anciens idéaux. Il a beau faire, personne ne croit que ses futurs co-élus soutiendront les mesures qu'il propose. Il est même obligé de condamner, en son nom et en celui de sa cheffe de file, Nathalie Loiseau, les propos du ministre C. Castaner sur les ONG pratiquant le sauvetage des boat-people en Méditerranée.

Le surlendemain d'ailleurs, [N. Hulot fait remarquer dans Libération](#) que le discours « fuité » de E. Macron à l'issue du

Grand débat ne contient aucune nouvelle mesure écologiste sérieuse.

Il était évident que seul Damien Carême (3e de la liste EELV) pouvait garantir que tous ses colistiers élus voteront comme lui-même et comme le souhaite le CCFD. Et tous les « ex EELV » (comme les représentantes de LFI et de *Génération.s*, mais ça leur posera moins de problèmes) devront choisir : voter avec les Verts (au risque parfois de rompre la discipline de leur groupe) ou se renier.

Telles sont les raisons (vote à la proportionnelle et sécurité de la ligne politique écologiste) que j'ai exposées depuis longtemps, notamment [dans une tribune du Monde](#), en faveur du maintien de l'autonomie traditionnelle des Verts aux élections européennes. Mais il vaut la peine d'entrer dans les détails. Et d'abord juger sur leurs actes les colistiers des uns et des autres.

Les votes antérieurs 1 : cas du Glyphosate

C'est Nathalie Loiseau, tête de liste LREM, qui, lors du débat des listes sur France 2, a lancé le bobard contre les Verts : ils auraient voté pour la sortie du glyphosate en 5 ans ! Charge grotesque qui montre qu'elle ne connaît même pas la procédure de vote, en descendant depuis la position la plus loin du projet initial, des amendements au PE. La Commission européenne proposait « 10 ans » et les eurodéputés voulaient raccourcir ce délai : ils ont voté « en escalier », et la majorité s'est arrêtée sur 5 ans. Au final bien sûr les députés qui refusaient les "10 ans" ont voté « le rapport ainsi amendé ». Mais il faut voir ce qu'ont voté les amis de N. Loiseau et P. Canfin et ce qu'ont voté les autres au moment où il a fallu choisir entre "3 ans" et "5 ans". Voici les résultats de ce vote :

Le tableau, intitulé "LES VOTES DES DÉPUTÉS FRANÇAIS SUR LE GLYPHOSATE", est divisé en plusieurs sections correspondant à des groupes politiques. Les noms des députés sont listés à gauche de chaque section, et à droite, des symboles (rouge, vert, blanc) indiquent leur vote pour différentes options de durée de sortie du glyphosate (3 ans, 5 ans, 10 ans, etc.).

On remarque que si la droite et l'extrême droite votent « 5 ans » (normal), sauf Alain Lamassoure, grand honnête homme à l'ancienne, et quelques trublions de l'extrême-droite, on trouve chez les "amis" français de N. Loiseau une majorité pour "5 ans" dans son futur groupe ALDE.

On remarque aussi que les PCF et LFI ont voté avec les écolos. En revanche, et à part E. Maurel qui rejoint la droite, les socialistes français se réfugient courageusement dans l'abstention. Sauf 4. Les hamonistes ? C'est plus compliqué : Balas et Martin votent écolo, mais pas I. Thomas. C'est ça, "l'écologie de gauche" : 2 écolos, 1 gauche productiviste. Allez, encore un effort !

Le grand "rassemblement" écologiste que rejoint notre amie océanique, Claire Nouvian, c'est à dire le PS moins les 3 hamonistes, se répartit donc entre 2 qui votent écolo, 1 vote productiviste, et 6 qui n'ont pas d'opinion. Soit 2 votes "utiles" contre 6/6 apportés par la "petite chapelle" de Yannick Jadot ([selon Claire Nouvian](#), laquelle a eu de mystérieuses raisons de choisir d'être inéligible sur une liste pareille plutôt que 2e sur la liste Y. Jadot, à qui pourtant [elle attribuait naguère](#) tout le mérite de la victoire de son ONG contre la pêche électrique).

Les votes antérieurs 2 : le bilan du Réseau Action Climat

Moment de panique chez les écolos lors du débat au CCFD : Pierre Larroutou (liste socialiste) annonce que, [selon l'Observatoire des élus lancé par le Réseau Action Climat](#), les Français du groupe PS au Parlement européen sont légèrement devant les Verts quant aux votes sur la transition écologique, le groupe de la Gauche Unitaire (PCF, LFI) étant un peu derrière mais encore correct, les LREM-Modem (futur groupe de P. Canfin) très moyens et la droite bien sûr médiocre.

On se reporte aux résultats (par tête, votes, et groupes) et tout s'éclaire.

Le PS est « boosté » par les votes impeccables de celles/ceux qui ne seront plus sur la liste socialiste de 2019 : les 3 de la liste Génération.s, et Christine Revault d'Allonnes, présidente sortante de la délégation socialiste française mais « délogée » par son parti.

Les France Insoumise, dont les votes personnels sont bons, sont plombés par les votes de leurs collègues communistes.

Reste à comprendre pourquoi les élus EELV n'ont pas « tout bon », surtout qu'ils sont plombés par deux de leurs « vedettes », Eva Joly et José Bové (ainsi que Pascal Durand, passé chez Macron). Simplement : le RAC a compté les absences comme un vote « Contre » !

C'est assez stupéfiant : les ONG membres du RAC, qui nous font du lobbying à longueur de semaine à Bruxelles, savent très bien que presque tout est joué avant la plénière de Strasbourg. Mais c'est là que ceux qui ne participent jamais aux travaux du Parlement (le FN...) viennent se faire payer et se montrer. Le boulot, qui dure plusieurs semestres sur chaque directive, se fait dans les commissions de Bruxelles. Et les plus influents dans ces longs débats sont souvent celles/ceux aussi qui sont le plus sollicités sur le terrain, et donc sont le plus souvent obligés de « sécher » une session de Strasbourg. Il m'est arrivé de me battre un an sur un projet de directive et de devoir filer pour participer à une conférence-débat sur l'ESS à Forcalquier le jour du vote (où tout était déjà bien « calé »).

Il semble que nos élus intègrent cette façon typiquement française d'ignorer la réalité du travail au PE : les 3 élus EELV qui se représentent (et sont dans les 6 premiers de la liste 2019) sont « impeccables » de présence. C'est pourquoi d'ailleurs Jadot, qui avait session à Strasbourg, a refusé d'aller au débat du CCFD, pourtant très important. Il a fallu que Damien Carême (3e de liste EELV) annule pour le remplacer un déplacement en Pologne qu'il devait effectuer... dans ses fonctions de maire de Grande Synthe !

Mais si l'on se place à l'échelle de l'ensemble du groupe (élus de tous les pays), il n'y a plus photo : le groupe Verts/ALE du Parlement européen est largement en tête du classement. On constate que toutes les autres forces politiques ne sont PAS également converties à l'écologie : l'ordre reste globalement « de gauche à droite » (au sens traditionnel). On remarque cependant que l'un des groupes populistes-nationalistes, EPDD, vote "mieux" que les centristes de l'ALDE. Une particularité que les Verts exploitent depuis longtemps pour construire des "majorités d'idée".



Cela ne joue évidemment pas sur l'élection du 26 mai (où nous n'élirons que des candidats nationaux), mais en effet la coprésence, dans un même groupe, d'élus d'autres pays n'est pas sans influence sur le combat quotidien d'un eurodéputé. Et c'est magnifique : on acquiert un point de vue "déprovincialisé". Mais peut-être aussi distordu. Et c'était la seconde attaque de N. Loiseau sur France 2 contre Y. Jadot : les Verts siègeront avec les Grünen, qui "sont financés par Volkswagen", ce qui influencerait sur leurs positions relative au diesel. Et l'argument est repris par la représentante de Génération.s devant le CCFD.

[CheckNews de Libération a vérifié](#) : ce fut vrai, un peu, ça ne l'est plus. La vraie question : cela a-t-il eu un effet sur la position du groupe Vert face au "Dieselgate" ? Visiblement pas : c'est la verte Karima Delli (présidente de la Commission Transports du Parlement européen, 6e sur la liste EELV) qui a mené la bataille (qu'elle raconte [dans un livre dévastateur](#)), en compagnie de la propre présidente, allemande, du groupe Vert !

Génération.s n'a pas précisé dans quel groupe (Verts ou Gauche Unie Européenne) siègeraient ses très improbables élu.e.s, mais il lui faudra s'habituer à d'autres que soi, venus de cultures nationales différentes. En particulier à€" et cela vaut pour LFI : avec les Allemands de *Die Linke*, dont le leader O.Lafontaine a longtemps défendu le charbon... car il était président de la Sarre. *Die Linke* dont le congrès vient ([au grand scandale des anti-européens du PCF !](#)) de prendre fermement parti pour l'Union européenne et pour l'euro.

La question européenne

C'est évidemment la question principale dans une élection européenne ! Et bien que le CCFD ne l'ait pas posée, c'est là qu'on voit les différences se creuser. Alors même que LFI et EELV tiennent le même discours devant le CCFD et votent la même chose en matières écologistes dans le Parlement européen existant, ils divergent sur... l'intérêt de maintenir l'existence même du Parlement et de l'Europe elle-même ! Pour EELV, le PS et *Génération.s*, les eurodéputés peuvent déjà faire beaucoup de choses dans le cadre des traités actuels. Il faut certes les réformer mais, de même qu'on se bat en France dans le cadre de la Ve République (même si on ne l'aime pas), de même on se battra pour faire passer des lois et directives les plus sociales et écologistes possibles.

La représentante de LFI se retrouve ici isolée, ce qui est d'autant plus injuste qu'elle se bat au quotidien sur la directive « Détachement des travailleurs »... et que, si elle est élue, elle pourra directement voter sur cette directive, sans la moindre modification des traités ! Problème : sa liste a pour première revendication, non la réforme, mais la « sortie des Traités », c'est à dire de l'euro et de l'Union européenne (qui n'est définie par rien d'autre, et on peut le regretter, que par ses traités).

Marina Masure doit donc trouver des arguments pour rendre obligatoire la sortie des traités. Elle avance d'abord l'argument « *Les traités interdisent l'harmonisation fiscale et sociale* ». Ce à quoi on lui objecte « Non, ce n'est pas (encore) une compétence européenne. Mais rien n'empêche ceux veulent d'harmoniser entre eux . » Oui, mais si "les autres" pratiquent le dumping fiscal et social ? Eh bien sortir de l'Europe ne changera rien à ce que font « les autres ». Il faudra donc se protéger par des barrières douanières.

Un vertige s'installe : « sortir des traités » implique le rétablissement d'une frontière physique, et le spectre du Brexit se lève, avec la question Irlandaise. Heureusement, tout le monde est d'accord (même Marina Masure) pour des droits compensateurs entre l'Union européenne et les pays tiers qui ne seraient pas dans l'accord de Paris, ne respecteraient pas les droits syndicaux, etc. (position traditionnelle des Verts européens). Bref, le débat bascule vers un renforcement des règles collectives européennes, et pas l'inverse. Notez que c'était la position de JL Mélenchon lors du débat sur le Traité Constitutionnel Européen : après avoir voté « OUI à Maastricht » à€" [et avec quelle violence contre le Danemark qui avait voté NON](#) ! à€" il était en 2005 pour le NON au TCE [parce que ce traité n'était](#)

[pas assez fédéraliste...](#)

Nouvelle tentative de la représentante de LFI : « En sortant des traités, on pourra faire plus de 3% de déficit . ». On la regarde avec perplexité : Sarkozy, Hollande, et aujourd'hui Macron, ont très bien vécu à plus de 3% de déficit. Et sans sortir des traités... Ici Marina Masure confond « Sortir des traités » et « Se mettre en infraction ». Hélas ! La France est aussi lanterne rouge dans l'application des directives... écologistes. Pour reprendre [une analogie chère à JL Mélenchon](#), rouler de temps en temps à 90 km/h sur une route limitée à 80, ce n'est pas vouloir "sortir du code de la route". D'ailleurs la France n'a subi aucune contravention pour avoir dépassé les 3%.

On sort du débat avec l'impression que Marina Masure n'est pas très chaude pour « Sortir des traités ». Pas plus que Manon Aubry , sa cheffe de file. Il faut dire que ce serait un peu bizarre de se faire élire au Parlement européen afin de se battre ensuite pour en sortir. Mais après tout, Marine et JM Le Pen et Nigel Farage...

Post-scriptum :

Selon *Libération* du 24 avril, la très opaque direction de LFI aurait même déjà abandonné "sortir des traités" et ferait donc comme tout le monde : garder l'idée de renégocier les traités, et en attendant s'asseoir aussi bien sur les traités que sur les lois quand ça nous gêne ("désobéir"). Ce qui pose deux problèmes :

1. La droite et les sociaux-libéraux font ça depuis très longtemps et en général au détriment des intérêts populaires, de la santé, de la planète. La stratégie des écologistes est plutôt le recours aux lois et à la justice.

2. La base de LFI n'est même pas au courant. Elle continue à traduire avec enthousiasme "sortir des traités" par "application directe du plan B" : "sortir de l'UE".

Nous retrouvons le piège du "discours de Dijon", à 15 jours de la présidentielle de 2017 : insuffisant pour convaincre les derniers hamonistes de voter Mélenchon, trop déjà pour récupérer les ouvriers et chômeurs "gaucho-lepenistes". cf :

<http://lipietz.net/La-question-europeenne-face-cachee-de-la-presidentielle-francaise>